

A close-up portrait of a middle-aged man with grey hair, wearing a dark blue suit jacket, a light blue shirt, and a dark blue tie. He is looking directly at the camera with a slight smile. The background is a dark, solid color.

Les vérités de Fillon

Propos recueillis par Tugdual Denis



Lire François Fillon, c'est l'entendre. Cette voix, calme et dense à la fois, vous la retrouvez dans cet entretien fleuve que l'ancien Premier ministre a bien voulu nous accorder. « *Des mots qui tombent, comme un fil à plomb.* » La métaphore est de Bruno Retailleau, du temps où l'actuel ministre de l'Intérieur officiait, sur le front, comme son indispensable éclaireur. Ainsi s'écoute François Fillon.

Cette longue intervention dans nos colonnes a le goût de l'inédit. Jamais, depuis sa candidature en 2017, le Sarthois ne s'est exprimé de manière aussi exhaustive sur la marche du monde. À l'aube du nouvel ordre planétaire, il incarne une forme de troisième voie, rejetant tout autant le dépassé "camp du bien" qu'alertant sur la culture américaine de l'ingérence.

Enfin, comme pour nous tous, la bataille culturelle est devenue l'un de ses grands sujets. L'Occident se meurt ? Un tel homme ne s'y résoudra jamais.

Monsieur le Premier ministre, votre candidature à l'élection présidentielle date de 2017. Dans quel état, selon vous, est la France huit ans plus tard ?

Chacun peut constater la dégradation de la situation de notre pays. L'endettement a doublé depuis 2012. Le poids des prélèvements obligatoires a atteint un record historique. La société française n'a jamais été aussi divisée depuis le début de la V^e République, avec une montée des extrêmes qui rend le pays quasi ingouvernable. La violence progresse à tous les niveaux : dans le débat politique comme dans la vie quotidienne. Aucun territoire n'est épargné. Ce qui était auparavant l'apanage des quartiers dits difficiles des grandes agglomérations concerne désormais les petites villes et les zones rurales.

La parole publique ne pèse plus grand-chose. Les médias, débordés par les réseaux sociaux, tentent d'imposer leur vérité plus qu'ils n'informent les citoyens. La parole de la France dans le monde a perdu beaucoup de sa force par ses zigzags diplomatiques. Mais aussi en s'alignant sur un discours européen sous influence américaine, qui, jusqu'à l'élection de Donald Trump, exaspérait une large partie du monde.

Nous ne sommes plus les bienvenus dans une partie de l'Afrique dont nous partageons pourtant l'histoire, et nous refusons de considérer à sa juste mesure le danger du totalitarisme islamique. Lequel ne cesse de progresser jusque sur notre territoire. Enfin, la guerre est à nos portes. Si nous n'en sommes pas directement responsables, nous n'avons, hélas, rien fait pour y mettre un terme.

Depuis de nombreuses années, vous avez fait le choix du silence. Quel sentiment d'urgence vous pousse à reprendre la parole ?

J'ai quitté la vie politique après la défaite de 2017. J'ai choisi de me taire par respect pour ceux qui ont pris le relais de mon engagement, mais aussi pour faire face aux échéances judiciaires que j'ai dû affronter. Je n'imaginai cependant pas que la France puisse voir sa situation se dégrader à ce point. J'ai fait des erreurs. Et je n'ai de leçons à donner à personne. Mais je veux, aujourd'hui, simplement faire partager mes convictions sur l'urgence vitale d'un effort de redressement national.

Comment la démocratie, telle que nous la pratiquons, s'est-elle rendue indésirable ?

S'agissant de notre pays, le président Macron a commis une erreur fondamentale en croyant bien faire. Il a voulu réaliser le rêve du président Giscard d'Estaing de rassembler trois Français sur quatre, et il a pensé que pour y parvenir il fallait marginaliser la droite et la gauche. La principale différence entre la démocratie et les régimes autoritaires est l'alternance qui permet aux citoyens de choisir leurs dirigeants, et de mettre fin à leurs dérives, quand ils se sont installés trop longtemps dans leurs certitudes. Avec le "en même temps" et le "ni droite ni gauche", Emmanuel Macron n'a laissé à ses opposants que le choix des extrêmes.

Ce qui rend la France ingouvernable aujourd'hui n'est pas l'absence de culture du compromis, mais la radicalisation du débat politique. D'une manière plus générale, le recul des idées démocratiques dans le monde s'explique par les excès d'individualisme de nos sociétés occidentales, qui ne portent plus aucun message collectif. Ajoutons à cela notre acharnement à dénigrer notre histoire, tout en continuant d'imposer à coups de sanctions, et parfois d'interventions militaires, nos valeurs. Comme si elles étaient universelles, indiscutables, supérieures.

"Je veux, aujourd'hui, simplement faire partager mes convictions sur l'urgence vitale d'un effort de redressement national."





Sommet des Brics en Russie, au moins d'octobre dernier : ces pays "refusent la domination politique et économique de l'Occident".

“En poussant la Russie dans les bras de la Chine, nous avons accéléré cette translation vers un nouvel équilibre mondial qui va se traduire par un affrontement sauvage entre Pékin et Washington. Lequel constitue le principal risque de retour vers une guerre mondiale.”

International

Quelle attitude devons-nous adopter vis-à-vis du “Sud global” ?

Le Sud global n'existe pas. C'est une appellation inventée par les Occidentaux qui voudraient que le monde soit encore partagé entre un Nord riche et dominant, et un Sud pauvre et dominé.

Ce qui existe en revanche, c'est une alliance puissante autour de la Russie, de la Chine, de l'Inde, de la Turquie et de l'Iran de tous ceux qui refusent la paix américaine, et la domination économique et politique de l'Occident. Les Brics que sous-estiment avec suffisance les Occidentaux sont unis par leur volonté de s'émanciper quand ils ne le sont pas par la détestation de ce que nous représentons. La participation des États du Golfe à cette alliance en dit long sur la profondeur du mouvement. L'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis sont très dépendants des États-Unis pour leur sécurité, comme pour leur économie. Pourtant, ils n'hésitent pas à s'afficher aux côtés de Vladimir Poutine et de Xi Jinping. Ils ont compris que le centre de gravité de l'économie mondiale s'était sérieusement déplacé vers l'Asie, mais aussi que les garanties de sécurité des Américains ne valaient plus grand-chose après les désastres des interventions militaires en Irak et en Afghanistan.

Les erreurs de jugements des Occidentaux sur la réalité des “printemps arabes”, qui n'étaient, pour l'essentiel, que le résultat de la poussée des Frères musulmans pour s'emparer du pouvoir et remplacer une dictature par une autre, ont aussi conduit les dirigeants de nombreux pays à chercher une réassurance auprès de partenaires jugés plus fiables. Enfin, les délires “wokistes” ont achevé de les convaincre du déclin occidental.

En poussant la Russie dans les bras de la Chine, nous avons accéléré cette translation

vers un nouvel équilibre mondial qui va se traduire par un affrontement sauvage entre Pékin et Washington. Lequel constitue le principal risque de retour vers une guerre mondiale. Cette compétition ne manquera pas de marginaliser l'Europe, sommée de choisir son camp. Que ce soit brutalement par Donald Trump ou fermement par ceux qui lui succéderont.

Quel est le poids de la montée de l'islamisme dans la fracturation nord-sud ? Cet islamisme vous paraît-il une menace plus endogène ou exogène ?

Les deux principales menaces pour la paix mondiale sont la rivalité Chine-États-Unis et la montée du totalitarisme islamique.

S'agissant de la première, il faut espérer que les dirigeants américains comme chinois sauront faire preuve de responsabilité. La Chine et les États-Unis sont deux superpuissances dont les actes impactent la planète tout entière. La France et l'Europe ne peuvent pas rivaliser. En revanche, elles peuvent aider à rechercher un équilibre nécessaire en offrant un modèle de développement plus respectueux des libertés individuelles que le modèle chinois, et sans l'ingérence militaire et politique permanente de l'américain.

La montée du totalitarisme islamique nous menace beaucoup plus directement en raison de notre proximité avec le Moyen-Orient et l'Afrique. Mais aussi parce qu'un nombre croissant d'habitants de l'Europe sont perméables à cette idéologie. Celle qui se pare des habits de l'islam pour dissimuler un projet politique n'ayant rien à envier au nazisme ou au stalinisme qui ont défiguré le XX^e siècle.

L'islamisme radical ne cesse de progresser depuis trente ans, nourri par le sous-développement, les régimes corrompus, mais égale-

ment par les interventions militaires occidentales en Irak ou en Afghanistan, et la non-résolution de la question palestinienne.

La défaite de l'État islamique en Irak et au Levant n'y a rien changé car le mouvement est profond. Il progresse en Asie du Sud-Est, en Asie centrale, au Moyen-Orient et dans une large partie de l'Afrique. Il gagne du terrain en Europe où une partie croissante des populations de religion musulmane se plient aux règles d'un islam radical, autoritaire, liberticide, qui représente un danger réel et immédiat pour nos valeurs et notre mode de vie.

La Russie qui, après trois ans de guerre piétine en Ukraine, est une menace infiniment moindre que celui de cette idéologie pernicieuse qui prospère désormais sur une grande partie de notre territoire.

Justement, au sujet de la Russie, quelles conséquences, pour la diplomatie occidentale et l'ordonnement du monde, voyez-vous dans la guerre en Ukraine?

La Russie a commis une faute en déclenchant ce conflit dans lequel elle est enlisée depuis trois ans. J'ai toujours dit que cette guerre aurait pu être évitée si les dirigeants occidentaux avaient cherché à en comprendre les causes plutôt que de se draper dans le camp du bien. Quel est le résultat? L'économie russe qui devait s'effondrer en trois mois est résiliente. L'Ukraine perd du terrain malgré la coalition occidentale qui la soutient. Le régime russe n'est pas fragilisé. Mais surtout, une alliance improbable s'est constituée qui va de la Chine à l'Iran en passant par la Corée du Nord. Ce n'est évidemment pas une bonne nouvelle. Le président Trump en tire aujourd'hui les conséquences en reprenant le dialogue avec la Russie pour tenter d'enrayer la montée en puissance de ce bloc hostile à l'Occident. Je crains, hélas, qu'il ne soit bien tard pour cela.

La scène surréaliste de l'entretien entre Zelensky et Trump dans le Bureau ovale a le mérite de faire voler en éclats les faux-semblants qui caractérisent les analyses occidentales du conflit en Ukraine. Trump n'est que la version brutale d'une réalité maintes fois démontrée: l'Amérique n'a pas d'amis. Dans ce conflit, les États-Unis auront tour à tour jeté de l'huile sur le feu en manipulant le débat politique en Ukraine et en promettant une adhésion à l'Otan irresponsable. Ils lâchent l'Ukraine comme ils ont lâché l'Afghanistan. Zelensky n'est pas le héros irréprochable magnifié par des Euro-

péens auxquels il procure le frisson d'un combat pour la liberté par procuration. Il a sa part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre et il refuse aujourd'hui d'arrêter une guerre qu'il ne peut pas gagner.

Et si l'issue de ce conflit était dans une prise en compte honnête de l'opinion des populations concernées? N'est-il pas étrange que cette question ne soit jamais abordée?

Que devrions-nous dire à Vladimir Poutine?

Nous n'avons plus grand-chose à lui dire: désormais, il parle avec le président des États-Unis, qu'il considère comme le seul interlocuteur capable de négocier la paix. Les Russes n'attendent plus rien de l'Europe avec laquelle les relations resteront durablement compromises. Cette situation était prévisible. Les rodomontades inefficaces des Européens, l'accumulation jusqu'à l'absurde des sanctions, l'inutile inculpation de Vladimir Poutine par la Cour internationale de justice, comme d'ailleurs celle du Premier ministre israélien: tout a été fait pour rendre définitive la rupture avec la Russie.

La question n'est pas de savoir si l'on aime le régime russe, mais celle de la relation stratégique que l'on doit avoir avec cet immense pays en grande partie européen, pour assurer la sécurité du continent.

La réponse passe-t-elle, comme on le voit en ce moment même s'échafauder, par la relance d'une défense européenne?

Les éclats de voix de Donald Trump ont provoqué la panique chez les dirigeants européens qui pensaient pouvoir continuer à afficher leur posture guerrière sans en payer le prix. Les voilà qui passent d'un atlantisme béat, et finalement illusoire en matière de sécurité, à un appel pathétique à la défense européenne qu'ils n'ont cessé de combattre. Quand, avec le président Sarkozy, nous avons décidé de réintégrer non pas l'Otan que la France n'a jamais quittée mais deux commandements intégrés, nous l'avons fait pour convaincre nos alliés européens qu'un effort de défense européen n'était pas incompatible avec l'appartenance à l'alliance. Nous avons eu tort puisque ce geste n'a fait que renforcer leur atlantisme et leur soumission aux intérêts américains.

Ils voudraient maintenant que l'on refasse la Communauté européenne de défense et que l'on "européannise" la dissuasion nucléaire française. Après Maastricht et le "coup d'État

“La scène surréaliste de l'entretien entre Zelensky et Trump dans le Bureau ovale a le mérite de faire voler en éclats les faux-semblants qui caractérisent les analyses occidentales du conflit en Ukraine.”

→



> Ursula von der Leyen, chantre d'une "européanisation de la dissuasion nucléaire."

“Le déclin occidental et la perte de crédibilité de la diplomatie américaine ont déclenché un mouvement d’émancipation qui rejaillit sur les relations entre l’Afrique, l’Europe et la France.”

permanent” de la présidente von der Leyen, ce serait le dernier clou du cercueil de la nation française. Et tout cela pour contrer une invasion russe, dont on a du mal à comprendre comment l’armée qui bute depuis trois ans sur la résistance ukrainienne serait en mesure de la réaliser. Sans parler du fait que cette menace est créditée de sérieuse par les mêmes services de renseignements qui prédisaient il y a trois ans l’effondrement rapide des forces russes, ou qui nous avaient assurés de l’existence d’armes de destruction massive en Irak.

Au lieu de s’agiter comme des poissons dans un bocal, les Européens devraient se doter enfin d’une puissante industrie de défense en achetant européen et constituer une alliance européenne de défense, sans chercher à nier les souverainetés nationales. Il n’y aura jamais d’armée européenne ou de dissuasion nucléaire européenne sans la dissolution des États européens dans une fédération. Fédéralisme que rejettent, à juste titre, les peuples.

La France, comme vous l’avez rappelé, se fait progressivement “sortir” de l’Afrique. Quelle forme de logique y voyez-vous ?

L’attitude des dirigeants africains qui ont décidé de rompre avec la France est injuste au regard des efforts et des sacrifices que nous avons faits, en particulier au Sahel, pour les protéger du

danger du totalitarisme islamique. Des soldats français ont donné leur vie pour cela. Maintenant, il convient de comprendre pourquoi la France est ainsi rejetée.

Le déclin occidental et la perte de crédibilité de la diplomatie américaine ont déclenché un mouvement d’émancipation qui rejaillit sur les relations entre l’Afrique, l’Europe et la France. Nous ne sommes plus les seuls partenaires du continent africain. La Chine et la Russie y ont pris une place importante. Nos difficultés à réduire la menace du totalitarisme islamique nous affaiblissent aux yeux des Africains. Enfin, les interventions militaires extérieures ne sont plus acceptées par les peuples quand elles s’inscrivent dans la durée. La plus puissante armée du monde l’a appris à ses dépens en Afghanistan et en Irak. La Russie est en train de l’expérimenter en Ukraine. Enfin, le wokisme nous disqualifie dans des pays où les religions et les traditions restent puissantes.

Quels sont les dirigeants mondiaux qui vous semblent encore pouvoir servir de traits d’union entre l’Occident et le reste du monde ?

Rares sont les dirigeants dans le monde, qui entretiennent des relations équivalentes entre l’Occident et le nouveau bloc des Brics. Parmi eux, le président des Émirats arabes unis ou le prince héritier d’Arabie saoudite ont aussi bien la confiance des Américains que des Russes ou des Chinois. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, pourrait jouer un rôle stratégique dans la construction d’un nouveau dialogue multipolaire.

Comment accueillez-vous la stratégie israélienne au Liban ?

Je comprends les raisons qui poussent ce pays à agir au Liban pour combattre le Hezbollah, bras armé de l’Iran qui poursuit l’objectif de détruire l’État d’Israël. Mais la France ne peut pas accepter que le Liban, dernier refuge des chrétiens au Moyen-Orient, soit la victime collatérale de cet affrontement. Le Liban est le seul pays de la région où les chrétiens peuvent encore vivre leur foi librement. Le Liban a déjà payé un très lourd tribut à la création d’Israël avec l’exode palestinien, qui a déclenché la guerre civile en 1975. Si les chrétiens disparaissent du Liban, alors, il n’y aura plus au Moyen-Orient que des États confessionnels, sources d’exclusion et de conflits.

Qui détient la clé pour résoudre le conflit entre Israël et Gaza?

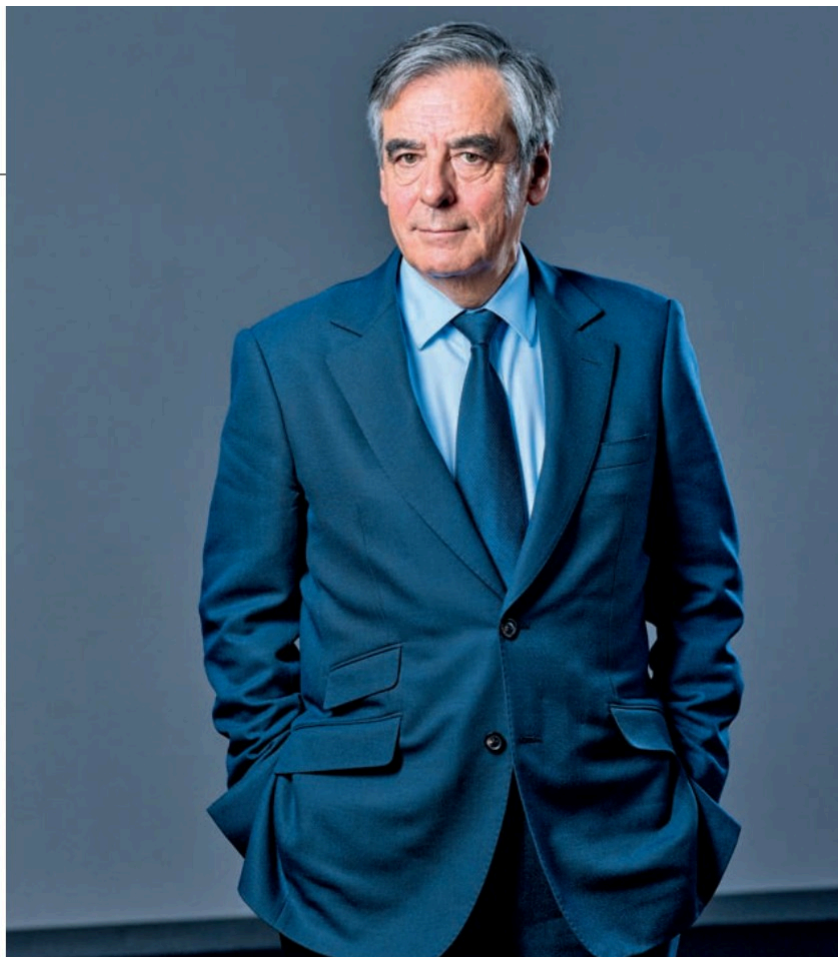
Seuls les Israéliens et les Palestiniens peuvent trouver une issue à ce conflit interminable et il y a peu de chances qu'ils y parviennent. La reprise du dialogue entre Israël et les pays arabes initié par l'administration américaine et le président Trump avec les accords d'Abraham serait un signe positif, à condition que ce dialogue ne fasse pas l'impasse sur le droit des Palestiniens à un État. On ne peut pas à la fois reprocher à la Russie ou à la Chine de piétiner le droit international, et s'accommoder du déni de justice que représente le sort des Palestiniens. Le deux poids deux mesures est un des moteurs puissants du ressentiment du monde à l'égard de l'Occident.

Comment doit-on traiter le nouveau régime syrien?

J'ai toujours défendu le principe de réalité dans les relations internationales. Refuser de parler avec les nouveaux dirigeants syriens serait aussi contre-productif que le bannissement du régime d'Assad, qui nous a privés de toute influence pour en limiter les exactions. Pour autant, je n'ai aucune illusion sur les nouveaux dirigeants syriens. Ce sont des totalitaires islamiques dont l'objectif reste le djihad et l'édification d'un califat le plus global possible. En ce sens, ils sont une menace directe pour l'Europe où ils n'auront de cesse d'encourager le prosélytisme des Frères musulmans, quand ils ne seront pas directement à l'origine des actions terroristes qui ont déjà tué des milliers d'innocents dans le monde.

« Trump n'est ni Hitler ni le Messie », avez-vous écrit. Sera-t-il le vecteur de plus de paix ou de plus désordre?

L'Amérique, quels que soient ses dirigeants, a été depuis trente ans un vecteur de désordre plus que de paix. La funeste intervention en Irak, qui a fait près de 500 000 victimes et a puissamment nourri le totalitarisme islamique dans le monde, restera comme une faute majeure des dirigeants américains et de leurs alliés. La gestion par le président Obama des printemps arabes a accéléré la coagulation du bloc anti-occidental. Le retrait piteux d'Afghanistan a fini de convaincre le monde que les États-Unis n'étaient pas des alliés sûrs et qu'on ne pouvait en aucun cas compter sur eux dans la durée. Il sera difficile de faire pire!



Son souverainisme radical peut-il nous servir de modèle?

C'est un souverainisme très mercantile mais il nous rappelle une réalité incontournable. Les peuples ont une histoire, qui fonde leur destin, et ils ont des intérêts qui leur sont propres. Le discours historique de Philippe Séguin sur le traité de Maastricht se révèle aujourd'hui d'une cruelle actualité. Le souverainisme n'est pas un repli sur soi. Ce n'est pas la manifestation d'une nostalgie, c'est l'affirmation d'une identité assumée qui permet de se projeter vers l'avenir avec confiance. L'obsession européenne d'effacer les identités en déstabilisant les nations alimente une forme de radicalisation individuelle qui ne peut conduire qu'au désordre et à la marginalisation dans un monde qui suit presque partout un chemin contraire.

Comment les Européens doivent-ils prendre le discours du vice-président J. D. Vance à la conférence de Munich?

Je n'aime pas le ton impérial de cette nouvelle administration américaine, mais J. D. Vance a raison quand il pointe le recul de la liberté d'expression en Europe. Les brouillonnes ingérences russes, dont les conséquences sont pourtant infiniment moins grandes que celles systématiques et puissantes des Américains, servent de

“Le souverainisme n'est pas un repli sur soi. Ce n'est pas la manifestation d'une nostalgie, c'est l'affirmation d'une identité assumée qui permet de se projeter vers l'avenir avec confiance.”

→

EN COUVERTURE



“La victoire de Donald Trump est une victoire populaire sur des élites qui prétendent détenir la vérité, alors qu’elles enchaînent les échecs. Cette réaction à une forme de dictature de la pensée sociale-démocrate affecte plus ou moins toutes les démocraties occidentales.”

prétexte à une attaque en règle contre la liberté d’expression. La multiplication des lois mémorielles, la judiciarisation du débat politique, l’ostracisation des formations politiques jugées (par qui et pourquoi?) trop à droite, l’intervention directe des dirigeants européens dans les processus électoraux, comme ce fut le cas avec la condamnation par la présidente de la Commission européenne de Giorgia Meloni en Italie ou plus récemment avec l’annulation par un juge d’une élection en Roumanie, la fermeture de C8 sur une décision administrative: tout cela constitue des atteintes graves aux principes démocratiques.

Pour autant, Donald Trump et son vice-président ne seront crédibles pour soutenir ces accusations que s’ils mettent un terme aux innombrables ingérences américaines dans le monde, et en particulier au droit que s’arrogent l’Amérique d’appliquer ses lois à n’importe quelle entreprise dans le monde au mépris des principes du droit international. Il ne me semble pas qu’on en prenne le chemin!

Bataille culturelle

Quels liens faites-vous entre les ressorts de l’élection de Donald Trump et les aspirations électorales que l’on voit poindre un peu partout en Europe?

La victoire de Donald Trump est une victoire populaire sur des élites qui prétendent détenir la vérité, alors qu’elles enchaînent les échecs. Cette réaction à une forme de dictature de la pensée sociale-démocrate affecte plus ou moins toutes les démocraties occidentales. C’est une réaction profonde au wokisme, au manichéisme des discours sur le climat, à l’immigration incon-

trôlée, à l’aveuglement des classes dirigeantes occidentales qui n’ont pas encore compris le basculement du monde et qui tendent les ressorts d’un conflit mondial. L’élection de Donald Trump est un cri populaire qu’on aurait bien tort de mépriser.

Pour vous, au-delà du “délire” que vous évoquiez, de quoi relève le wokisme?

Le wokisme s’apparente, sous des dehors de modernité, à toutes les poussées sectaires qui ont jalonné l’histoire de l’humanité. L’exaltation de la différence, la négation des lois de la nature, la recherche d’une égalité abstraite rappellent, toutes choses égales par ailleurs, les Esséniens, les millénaristes ou les Cathares. Comme sous la Terreur, les théoriciens du wokisme adoptent une approche radicale du changement social et condamnent sans appel tous ceux qu’ils jugent réactionnaires ou complices des injustices systémiques. Le wokisme connaîtra le même sort que ces mouvements mais, comme eux, il laissera derrière lui de longues colonnes de victimes.

Quels faits culturels vous ont marqué récemment?

À l’instar des inquisiteurs de l’Église catholique au Moyen Âge, les pseudoprogressistes ont imposé leur grille idéologique aux créateurs. Pas une série de télévision, pas un film, pas une publicité n’échappent au formatage des messages. La diversité, les minorités, le “parler vert” constituent la trame obligatoire d’un nouveau langage hors duquel il ne saurait y avoir de salut. Les plus empressés à faire croire qu’ils adhèrent à ce galimatias sont les grandes entreprises, les banques, ou les fonds d’investissement qui nous vendent, avec une belle hypocrisie, de la transition énergétique et du wokisme à toute occasion.

Comment évaluez-vous le match qui se joue entre une forme de renouveau conservateur et la mainmise progressiste? Qui l’emporte, d’après vous?

Les excès et les dérives du progressisme provoquent partout dans le monde un retour de balancier vers la sécurité, le respect des identités nationales, la promotion du travail et de la réussite individuelle. Les classes dirigeantes occidentales profondément convaincues de leur supériorité morale tentent de s’y opposer par tous les moyens, parfois au mépris de la démocratie. →

Daniel FÉAU

BELLES ADRESSES À PARIS ET DANS L'OUEST PARISIEN



Paris XVI^e

PRÉSIDENT KENNEDY
177 M² - 2 500 000 €

RÉF - 85624301
DPE - D

En étage élevé d'un immeuble datant des années 1930, appartement de 177 m² bénéficiant de balcons qui offrent une vue dégagée sur la Seine et la tour Eiffel.



DANIEL FÉAU **PASSY & LA MUETTE**

01 84 74 89 93



Versailles

NOTRE-DAME
72 M² - 740 000 €

RÉF - 85337852
DPE - E

À proximité de la grille de la Reine, dans un immeuble d'angle, appartement rénové de 72 m² exposé ouest et offrant une belle vue dégagée. Un double-séjour et deux chambres, dont une suite parentale.

DANIEL FÉAU **VERSAILLES**

01 84 74 89 55



Paris VII^e

INVALIDES
155 M² - 3 600 000 €

RÉF - 6490614
DPE - C

Dans un immeuble avec ascenseur, appartement traversant et rénové de 155 m² offrant des vues sur l'ambassade de Chine et le Dôme des Invalides.



DANIEL FÉAU **SAINT-DOMINIQUE**

01 84 74 89 92

Les honoraires sont à la charge du vendeur *Immobilier International

VENTE
LOCATION
NUE-PROPRIÉTÉ

CHRISTIE'S
INTERNATIONAL REAL ESTATE*

29 AGENCES
WWW.DANIELFEAU.COM

“Il y a trente ans, mes amis libanais m’alertaient contre le risque d’affrontements communautaires en France. Je ne les prenais alors pas au sérieux. Aujourd’hui, je comprends leur mise en garde.”

Cette attitude est dangereuse car elle pousse les peuples dans les bras des extrêmes qui n’ont jamais créé que du désordre et de la violence.

Les nouveaux investisseurs dans les médias que sont Vincent Bolloré ou Pierre-Édouard Stérin changent-ils la donne?

Il faut les remercier d’avoir ouvert un front contre la domination des pseudoprogressistes, eux-mêmes largement financés par la puissance publique mais aussi par des investisseurs privés dont la fortune et les motivations n’ont rien à leur envier. Au nom de quoi il serait condamnable de faire vivre des médias de droite dans une démocratie?

Que signifierait pour notre société une loi sur l’euthanasie?

Si nos sociétés doivent tout mettre en œuvre pour accompagner la fin de vie et pour soulager les souffrances qui peuvent l’accompagner, elles ne peuvent pas définir légalement les conditions dans lesquelles des médecins pourraient ôter la vie. La vie humaine est sacrée. Sa protection est une valeur universelle. On doit accepter l’existence d’une zone grise où les choix sont du seul ressort du médecin et de son patient dans le secret de leur conscience. C’est un grand malheur de nos sociétés modernes que de vouloir tout réglementer pour mieux interdire et pour mieux juger. L’homme est imparfait, et ne peut pas vivre dans un monde où chacun des instants de sa vie a été pensé pour lui, réglementé pour lui dans une transparence de cristal profondément inhumaine.

Immigration

Comment avez-vous vécu les émeutes de l’été 2023?

Elles sont dans la continuité de celles des années 1990 à Vaulx-en-Velin ou à Mantes-la-Jolie, de celles des années 2000 à Clichy-sous-Bois, à Villiers-le-Bel, ou des années 2020 à Amiens ou à Villeneuve-la-Garenne. Cela signifie qu’elles témoignent d’un malaise ancien et très profond dans la société française, mêlant sentiment d’injustice, difficultés économiques et défiances envers les institutions. Elles révèlent l’existence de communautés qui n’ont pas vraiment accédé à l’intégration dans la nation française. Il y a trente ans, mes amis libanais m’alertaient contre le risque d’affrontements communautaires en France. Je ne les prenais alors pas au sérieux. Aujourd’hui, je comprends leur mise en garde.

Quel est le poids de l’immigration dans nos problèmes? Bruno Retailleau a-t-il raison de dire qu’aujourd’hui, “elle n’est pas une chance pour la France”?

C’est une évidence. La France a dépassé le seuil de tolérance en matière d’immigration. C’est la première des responsabilités d’un État de décider qui peut entrer sur son territoire. L’augmentation continue des entrées illégales, l’incapacité à exécuter les décisions de reconduite à la frontière ruinent l’autorité de l’État et créent un appel d’air d’autant plus dangereux que notre situation démographique est critique. Dire cela n’est pas faire preuve de xénophobie mais simplement de bon sens. La crispation de la gauche sur cette question est incompréhensible et coupable. François Mitterrand, Michel Rocard ou Georges Marchais avaient en leur temps reconnu un danger de submersion. Ce n’est plus un danger mais une réalité que les Français constatent quotidiennement, et désormais presque partout sur le territoire national. Les flux ont dépassé nos capacités d’intégration.

Au fond, croyez-vous au multiculturalisme?

Ce qui est certain, c’est que beaucoup de ceux qui émigrent en France et en Europe n’y croient pas, puisqu’ils voudraient nous imposer leurs traditions et leur culture. Dans ces conditions, le multiculturalisme est voué à l’échec.

Les Algériens sont la première nationalité étrangère dans nos prisons et surreprésentés dans notre délinquance. Le pouvoir algérien emprisonne Boualem Sansal et refuse de reprendre un “influenceur” qui nous insulte. Quelle attitude devons-nous adopter à l’égard de ce pays? La remise en cause des accords de 1968 suffit-elle?

Cette situation est le résultat des discours anachroniques sur la colonisation, qui renvoient un message de faiblesse de la part de l’État français, et de l’impasse politique dans laquelle se trouve le gouvernement algérien, incapable d’assurer le développement du pays. Notre sentiment de culpabilité à l’égard de l’Algérie nous conduit à fermer les yeux sur la nature du régime algérien et sur ses exactions. Le choix du président Macron de trancher en faveur du Maroc la question du Sahara occidental a eu raison de ce qu’il subsistait de rationalité dans la relation franco-algérienne. Il n’y a désormais pas d’autre issue que celle d’une remise en cause profonde



► "Bruno a des qualités devenues rares", loue Fillon à l'égard de son ancien lieutenant.

des accords entre nos deux pays, afin que l'Algérie assume ses responsabilités vis-à-vis de ses ressortissants. Il est scandaleux que Boualem Sansal soit l'otage de cette crise. C'est un homme âgé qui doit être libéré sans délai. Son maintien en détention serait un crime dont les dirigeants algériens devront rendre compte.

« Les personnes immigrées sont, pour l'essentiel, originaires d'un tiers-monde dysfonctionnel, à majorité musulmane, animées pour beaucoup d'un ressentiment historique », déclarait l'ancien patron de la DGSE Pierre Brochand, dans nos colonnes. Faut-il une immigration scrupuleusement choisie?

Cette proposition était au cœur de mon projet présidentiel en 2017. La France doit choisir en fonction de ses besoins et de ses capacités d'intégration le nombre et la qualité des étrangers auxquels elle peut ouvrir ses portes. Je proposais de soumettre chaque année au Parlement des quotas par métier, par qualification, mais aussi par origine géographique pour une immigration équilibrée et raisonnable. Compte tenu de la situation actuelle, la France doit réduire drastiquement le nombre des entrées d'étrangers pendant plusieurs années, renvoyer systématiquement les illégaux, durcir les conditions d'accès aux aides sociales et se concentrer sur l'intégration de ce que le ministère de l'Intérieur désigne comme le "stock".

Comment se départir des impasses de "l'état du droit" tout en restant un État de droit?

Cette politique qui est la seule responsable,

capable de nous éviter des crises graves qui pourraient menacer l'unité nationale, nécessite une profonde révision du droit. La question du droit du sol doit être posée dans ce contexte et soumise à un référendum. Il convient pour cela de faire évoluer la Constitution et d'étendre l'article 11 afin de permettre la consultation des Français sur le sujet. Nous devrions en même temps ajouter dans la Constitution une clause de sauvegarde des intérêts fondamentaux et de l'identité constitutionnelle afin de bloquer les interprétations des jurisprudences ou les traités contraires à nos intérêts.

Économie

Que peut-on dire pour prendre mesure de la situation budgétaire de la France?

En 2012 j'ai laissé une dette de 1832,6 milliards d'euros qui était déjà insupportable. J'avais fait scandale en indiquant que l'État français était en faillite dès 2007. Je n'ai pas eu beaucoup de succès auprès du président de la République avec cette affirmation, et encore moins s'agissant de l'urgence d'une réduction significative des dépenses publiques. Bien sûr, il y a eu la crise des *subprimes* qui a failli mettre à bas tout le système bancaire européen et qui nous a conduits à soutenir massivement l'économie. Mais il y aura toujours des crises, comme par la suite celle du Covid-19, puis la crise énergétique en raison de la guerre en Ukraine. Le risque, c'est qu'il y ait prochainement une dernière crise qui terrasse l'économie française. À l'image de la Grèce, de l'Argentine ou du Portugal. Je crains que ce jour ne soit désormais très proche.

“La question du droit du sol doit être posée et soumise à un référendum. Il convient pour cela de faire évoluer la Constitution et d'étendre l'article 11 afin de permettre la consultation des Français sur le sujet.”





> Avec Nicolas Sarkozy, des relations apaisées, teintées de "respect et affection".

“L’augmentation à 65 ans de l’âge de départ de la retraite est un préalable à toute réforme, qu’elle soit à points, ou qu’elle mêle répartition et capitalisation.”

En 2025 la dette représentera 115 % de la richesse nationale, contre 90 % en 2012. Cela signifie des intérêts d’emprunt qui absorbent chaque année une part croissante des moyens publics, une inquiétude grandissante chez les créanciers de la France, des impôts supplémentaires qui réduisent la croissance et nous entraînent vers une faillite. Si j’ai été sans doute un peu trop pessimiste en 2007, l’heure de vérité finira forcément par sonner et avec elle une austerité insupportable.

Plus tôt nous entreprendrons de réduire nos dépenses publiques, plus nous éviterons un choc social et économique dont la violence aurait de terribles conséquences pour l’emploi, pour la santé, pour le paiement des retraites, pour l’éducation.

Vous vouliez engager une réforme des retraites juste après votre élection.

Que préconisez-vous aujourd’hui en termes d’âge légal, de système et de méthode?

Le refus des organisations syndicales et d’une grande partie des responsables politiques de droite comme de gauche de reconnaître que l’âge de la retraite est désormais, partout dans les pays développés, d’au moins 65 ans, est irresponsable. La France n’est pas si riche qu’elle ne soit pas concernée par l’augmentation de la durée de vie et ses conséquences financières. L’augmentation à 65 ans de l’âge de départ de la retraite est un préalable à toute réforme, qu’elle soit à points, ou qu’elle mêle répartition et capitalisation. Des aménagements doivent être proposés pour les carrières longues et pour

les métiers les plus pénibles, mais ils ne sont supportables par le système que si l’âge de départ est suffisamment décalé. L’introduction progressive d’une part de capitalisation obligatoire à l’instar du système suédois est nécessaire pour assurer le maintien du niveau des pensions malgré les déséquilibres démographiques.

Il y a urgence à agir. Tous les illusionnistes qui refusent ces évolutions seront un jour comptable de l’effondrement des pensions de retraite et de la crise sociale qu’il provoquera.

Quelles sont vos pistes de baisse des dépenses publiques?

J’avais fait polémique en proposant la suppression de 500 000 emplois publics en cinq ans, soit, en 2017, environ 10 % des effectifs de fonctionnaires. Cette réduction est indispensable pour des raisons budgétaires directes, mais aussi pour diminuer la pression publique sur la société. Les Français n’ont pas besoin qu’on s’immisce dans tous les aspects de leur vie privée.

Qu’on ne vienne pas m’objecter qu’on devrait pour cela réduire le nombre d’infirmières ou de policiers. La suppression des agences qui ne sont pas indispensables à la vie du pays, la diminution des fonctions supports qui n’ont cessé de croître, le retour de l’État sur les missions régaliennes qui sont sa raison d’être: voilà tout ce qui doit être engagé avant qu’il ne soit trop tard. Et que notre pays se retrouve sous la tutelle des institutions financières internationales. La question du temps de travail doit être posée. On s’indigne du manque de personnel de santé, mais on oublie qu’en réduisant à 35 heures leur temps

de travail, on a perdu l'équivalent de près de 20 % de leurs effectifs.

Vous évoquez les agences de l'État. Lesquelles peut-on supprimer ?

Voici la question qui doit être posée pour chacune des agences de l'État : en quoi est-elle indispensable, et dans quelles conditions ses missions pourraient être assurées par le secteur privé ? J'ai conduit la privatisation des télécoms. La gauche s'y était opposée de toutes ses forces. Qui pourrait aujourd'hui prétendre que le monopole public était nécessaire ?

Quelles sont les conditions minimales d'un choc de compétitivité ?

Il n'y a aucune chance de redresser l'économie française sans un double mouvement de baisse simultanée de la dépense publique et des prélèvements obligatoires. Lesquels doivent revenir en cinq ans dans la moyenne des économies européennes. Le choc de simplification qui s'en suivra et une augmentation consentie du temps de travail permettraient de nous remettre à flot. Avec une énergie bon marché grâce au nucléaire, et une politique ambitieuse de soutien à la recherche et aux investissements dans la technologie, la France pourrait reprendre la tête de l'économie européenne.

Comment expliquez-vous qu'un homme intelligent comme Emmanuel Macron ne soit pas parvenu à redresser l'économie de la France ?

Les conditions de l'élection de 2017 ont été déterminantes. En se faisant élire contre le candidat qui prônait une politique rigoureuse d'assainissement des finances publiques, Emmanuel Macron a pris des engagements qui l'ont sans doute empêché d'agir comme il aurait dû le faire. La stratégie funeste du "en même temps", malheureusement cohérente avec les circonstances anormales de cette élection, ne pouvait pas permettre le redressement de l'économie. Après des signaux très positifs envoyés en direction des entreprises et des investisseurs, les gouvernements successifs ont engagé des politiques contradictoires, des *stop and go* désastreux, comme la fermeture de Fessenheim et la réduction de la part du nucléaire dans le mix énergétique de 70 à 50 %.

Aucun effort significatif de réduction de la dépense publique n'a été engagé. Les effectifs de fonctionnaires ont continué de croître. La

politique du "quoi qu'il en coûte" pour faire face à la crise du Covid-19 est venue surcharger une dette déjà critique. Malgré des efforts réels pour soutenir l'innovation, le président Macron n'a pas pu endiguer l'inflation normative qui plombe l'économie. Il n'a pas pu résister à l'application des dogmes européens sur la transition énergétique, qui ont déstabilisé des pans entiers de notre industrie. En premier lieu le secteur automobile. La valse-hésitation sur la réforme des retraites et l'immobilisme sur le temps de travail n'ont pas permis d'améliorer la compétitivité de l'économie française.

Politique intérieure

Comment résoudre notre crise de la représentativité ?

Aucun mode de scrutin ne permettra de résoudre la crise de confiance qui fracture la vie politique, et certainement pas la proportionnelle qui ne fera qu'accentuer la fragmentation des partis. Nous n'avons pas besoin d'une usine à gaz électorale, au demeurant déresponsabilisante, mais d'hommes et de femmes courageux, déterminés, agissant avec comme seul objectif l'intérêt général. La Constitution de la V^e République nous a donné plus de stabilité que toutes les autres. Ne détruisons pas cet acquis que nous devons à de Gaulle pour un saut dans l'inconnu.

La tripartition de la politique a-t-elle un avenir ?

Moins que la tripartition de la politique, c'est la radicalisation des partis et des esprits qui pose problème. La plupart des démocraties occidentales sont condamnées depuis déjà longtemps aux compromis nécessaires pour faire émerger des coalitions de gouvernement. Il ne peut pas y avoir de coalition viable avec LFI ni, pour le moment, avec le Rassemblement national dont la politique économique est quasiment d'extrême gauche. La France est donc condamnée à des gouvernements minoritaires au centre ou à des aventures dangereuses avec les extrêmes.

Or pour redresser notre pays, nous avons besoin d'une majorité forte et stable capable de réduire les dépenses publiques, de conduire une politique stricte de contrôle de l'immigration, de rétablissement de l'ordre public et de l'autorité de l'État, de baisse des prélèvements obligatoires et de libération de l'initiative privée. Il n'y a aucune chance d'y parvenir sans une large majorité de droite.

“Il existe un courant de pensée de droite à la fois libéral et conservateur, patriote et européen, qui correspond, quand il ne brouille pas son message, à l'opinion d'une majorité de Français aujourd'hui éclatée entre les républicains, les macro-nistes et le Rassemblement national.”





“J’ai servi, aussi bien que j’ai pu, mon pays pendant plus de quarante ans. J’aimerais vivre assez longtemps pour pouvoir assister à sa renaissance.”

Si les partis s’affaiblissent à mesure que notre modèle démocratique s’effrite, pour autant, continuez-vous à croire aux Républicains?

Quel que soit le nom qu’on lui donne, il existe un courant de pensée de droite à la fois libéral et conservateur, patriote et européen, qui correspond, quand il ne brouille pas son message, à l’opinion d’une majorité de Français aujourd’hui éclatée entre les républicains, les macronistes et le Rassemblement national. Pour les fédérer, il faut un leader crédible, déterminé et sincère. Je veux insister sur ce point car la crise de la représentativité doit beaucoup à l’insincérité des responsables politiques. Les absurdes polémiques sémantiques sur l’immigration, la sécurité ou la maîtrise des dépenses publiques ont détourné une majorité de Français du débat politique.

Bruno Retailleau est-il devenu le leader naturel de la droite?

Bruno Retailleau possède ces qualités. Il les a démontrées sans exception tout au long de sa vie politique.

Quel portrait feriez-vous de lui?

Bruno est un homme cultivé, qui a forgé ses convictions dans l’action publique locale et nationale, sans jamais perdre de vue notre héritage historique et culturel. Je l’ai vu agir à la région des Pays de la Loire, dans le département de la Vendée, à Force républicaine, le courant politique que j’ai créé, au Sénat, et aujourd’hui au ministère de l’Intérieur. Il n’a jamais fait de compromis avec ses convictions et il a toujours agi avec un sens aigu de l’intérêt général. Sa popularité n’est pas anecdotique et encore moins de circonstance. Les Français perçoivent des qualités devenues rares chez les responsables politiques.

Où en est votre relation avec Nicolas Sarkozy?

J’ai du respect pour l’ancien président de la République et de l’affection pour l’homme qui doit affronter des épreuves judiciaires profondément injustes.

Le programme économique du RN vous semble-t-il le seul obstacle sur la route présidentielle de Marine Le Pen?

Comme j’ai déjà eu l’occasion de le dire, le Rassemblement national ne mérite plus l’ostracisme dont il est frappé dans le débat public. Quand des millions de Français lui font confiance, le simple respect de la démocratie impose d’entendre sa voix et de respecter ses élus. Pour autant les dernières élections législatives ont révélé, au-delà de l’absurde et dangereux front républicain, qu’il n’était pas en mesure de redresser la France. Son programme économique n’a pas grand-chose à envier à celui de l’extrême gauche. Son organisation locale reste celle d’une PME familiale qui a su se saisir avant les autres de questions existentielles comme celles de l’immigration ou de la sécurité des Français, mais qui n’a pas encore construit une force capable de gouverner.

Comment avez-vous vécu les obsèques de Jean-Marie Le Pen?

Avec le respect qu’impose la mort d’un homme.

Que peut-on vous souhaiter, François Fillon?

J’ai servi, aussi bien que j’ai pu, mon pays pendant plus de quarante ans. J’aimerais vivre assez longtemps pour pouvoir assister à sa renaissance. ●